

L'ÉVÉNEMENT

SYNDICAL

N° 21

23^e année • mercredi 20 mai 2020

l'hebdomadaire du syndicat UNIA

Place de la Riponne 4 • 1005 Lausanne • tél. 021 321 14 60 • redaction@evenement.ch • www.evenement.ch

JAA CH-1005 Lausanne P.P. / Journal Poste CH SA



OLIVIER VOGELSANG

POUR UNE TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOCIALE

En raison de la pandémie de coronavirus, la Grève nationale du climat s'est transformée en une journée d'action portée par des centaines de militants rappelant l'urgence écologique et l'importance de la solidarité, comme ici à Lausanne. A Genève, Unia est aussi intervenu à l'aéroport pour exiger des garanties sociales et environnementales. **PAGES 6-7**

POINT DE MIRE

Question de survie

Sonya Mermoud

Changement d'orientation de la Grève du climat programmée ce 15 mai dernier. Cette journée qui devait servir de caisse de résonance nationale à la convergence des luttes environnementales et syndicales n'a pu, en raison de la pandémie de coronavirus, bénéficier de l'impact escompté. Et s'est traduite dans l'espace public par quelques rassemblements organisés en rangs dispersés afin de respecter les prescriptions sanitaires. Quoi qu'il en soit, en dépit de la visibilité réduite de cet événement qui s'est davantage exprimé via des interventions en ligne et un entre-soi regrettable, le message porté par le mouvement reste plus que jamais d'une pertinence vitale. Et se résume

à quelques mots: pas de retour à l'anormal. En clair, à un mode de vie ultraconsommériste et un productivisme débridé dont on mesure via la crise sanitaire un des multiples effets dévastateurs. La destruction des écosystèmes et des habitats de la faune et de la flore, la déforestation à large échelle, l'agriculture intensive, l'exploitation illimitée de matières premières... Autant de dérives qui concourent à des calamités en chaîne dont des épidémies et des pandémies. Notre mépris du vivant et de la nature, de sa complexité et de notre interdépendance avec cette dernière, nous mène à notre perte. Dans ce contexte, poursuivre sur notre lancée relèverait de la pure folie. Le Covid-19, révélateur de notre arrogance et de notre incapacité à vivre en harmonie avec notre environnement, nous renvoie à notre propre fragilité. Il nous a contraints à nous terroriser pour protéger notre santé à défaut d'avoir su prendre soin de celle de la Terre. Et met en lumière les limites de la science alors que des spécialistes de la planète entière planchent sur un vaccin. Et, dans l'intervalle, avancent en tâtonnant pour limiter la casse. Une sacrée leçon d'humilité... Cette situation nous offre toutefois une ultime chance de réformer un système mortifère comme le recommandent depuis des décennies les experts du climat. Et alors que les mesures extraordinaires prises par le gouvernement prouvent que non seulement nous pouvons agir mais en avons les moyens. Différer la transition écologique au prétexte d'une récession annoncée, relan-

cer l'économie sur la base de paradigmes éculés basés sur la seule croissance, une finance sans cautèle et les énergies fossiles, reviendraient à nous condamner à brève échéance. Avec un effet boomerang qui, demain, sera d'une violence autrement plus grave. Et une multiplication des catastrophes dont les conséquences ne sauront être contenues par le port généralisé de masques et des gestes barrières... Il s'agira bien sûr d'opérer des changements en tenant compte de tous. La justice climatique se révèle indissociable de celle sociale comme l'a promu cette journée. La mixité des revendications, d'autant plus cruciales que les effets de la pandémie pèsent directement sur les salariés, en particulier les plus précaires. Les images de la pauvreté dans nos frontières l'ont cruellement illustré. Dans ce sens, la transition devra non seulement être verte mais veiller à ne pas creuser encore les inégalités. Il faudra orienter les efforts vers des technologies innovantes et propres tout en assurant parallèlement la formation et la reconversion de travailleurs. Partage du travail, redistribution des richesses, voire introduction d'un revenu universel de base devront accompagner le processus environnemental. C'est une question de survie, pas de choix. Vendredi passé, bien qu'en sourdine, la Grève du climat était là pour le rappeler, exigeant des mesures concrètes dont l'urgence a encore été exacerbée par le coronavirus... ■

PROFIL



Thalia Perry, en quête d'harmonie.

PAGE 2

SUISSE

Les médias à rude épreuve.

PAGE 3

DÉCONFINEMENT

Reprise en douceur dans les cafés.

PAGE 5

GENÈVE

1400 entreprises contrôlées.

PAGE 9

Sonya Mermoud

C'est une personne hors du commun qui se distingue par son exubérance et son insatiable curiosité. Ses passions plurielles et son plaisir de la transmission. Et un cheminement spirituel ancré dans son quotidien. L'agenda de Thalia Perry donne, à lui seul, quelques indices révélateurs de son approche de l'existence. Dans son memento de papier, sur la première page destinée généralement à identifier le détenteur, pas d'informations classiques. Sous le registre profession, elle a inscrit: «Aime cultiver les graines de joie de vivre». Le lieu d'origine est complété par un: «La lumière». Quant à son adresse, elle l'a résumée à un «Ici et maintenant». Des données plus essentielles pour cette native de Grèce qu'une déclinaison d'éléments administratifs. Durant l'entretien, elle laissera d'ailleurs souvent de côté les aspects formels de son parcours. Autrefois danseuse professionnelle et virtuose de piano, disciplines auxquelles elle s'est formée dès son plus jeune âge, Thalia Perry a effectué parallèlement des études d'histoire de l'art. «Mes parents étaient de grands musiciens. Enfant, la musique était à la maison aussi présente que l'air ainsi que le sens de la beauté. J'ai grandi dans cette ambiance», indique Thalia Perry arborant un T-shirt pastel rappelant un tableau de Claude Monet. Originaire de Crète, l'artiste, adulte, quitte son île, animée par une envie de voyager et d'aiguiser ses connaissances dans ses domaines de prédilection.

GUIDÉE PAR SES INTUITIONS

«Je suis partie sac à dos, avec mes chaussons de ballerine et mes partitions.» Au terme d'un tour en Europe, «guidée par ses intuitions», l'artiste pose ses valises à Lausanne où elle suit le Conservatoire. «C'est mon cœur qui m'a dirigée dans cette ville. J'avais besoin de montagne, d'eau et de langue française», raconte, joyeuse et volubile, Thalia Perry, son flot de paroles modulé par l'accent de ses origines. Et tout en précisant encore que sa famille avait noué des contacts avec des musiciens dans la capitale vaudoise. Donnant des cours de piano et se produisant régulièrement en concert et dans des spectacles de danse, la Crétoise s'épanouit alors dans ce monde avant qu'un accident de parcours ne vienne, en 2001, chambouler son quotidien. «J'ai brisé malencontreusement un vase et me suis blessée. Mon pouce a été sectionné jusqu'à l'os. Moi qui étais très autonome, j'ai fait l'apprentissage de l'interdépendance.» Ce dommage met un terme à la carrière de pianiste professionnelle de Thalia Perry. Mais elle saura rebondir. Pour elle, tout a un sens dans la vie. La synchronicité appartient à ses expériences. Elle raconte d'ailleurs que, dans la salle d'attente en vue de son opération de la main, pa-



Thalia Perry, tout en souplesse...

L'HARMONIE POUR HORIZON

Professeure, entre autres, de yoga-danse et de musique, pratiquant le rééquilibrage énergétique via différentes techniques, Thalia Perry cultive la joie de vivre

tientant avec un livre, elle tombe sur une phrase qui a particulièrement résonné dans son cœur. «Elle disait: "Laidant est le pont entre l'aidé et l'aide éternelle". Cet accident a été un cadeau, certes avec un emballage bizarre, mais il m'a offert une chance d'éveil», affirme cette femme qui, peu de temps avant ce coup d'arrêt, avait rencontré un acupuncteur japonais...

EN CHANTIER...

«J'étais venue pour un traitement. Il m'a ensuite prise comme élève et m'a initiée durant six ans à sa pratique, jusqu'à sa mort.» Thalia Perry va alors à son tour élargir ses prestations, ajoutant à ses cours de yoga-danse, de yoga acrobatique, de musique et autres enseignements, le rééquilibrage énergétique appris auprès de son mentor

et encore enrichi par des techniques ayurvédiques et des massages. «Je dispose de plusieurs outils différents. Mon chemin se fonde sur la quête de l'harmonie, de l'unité de la diversité. Quand je rencontre une personne, je préfère d'ailleurs remplacer le mot "enchanté" par "en chantier". Et finalement, je n'ai qu'une passion, celle de la vie. Je suis amoureuse de la vie», poursuit

la Vaudoise d'adoption à grand renfort de gestes. Vivre, aimer, apprendre et savourer, voilà ce qui la motive, elle qui apprécie les défis et craint seulement «des apparences erronées semblant réelles, l'illusion qu'une chose est fausse». «On croit à tort être dissocié du tout. Je m'étonne souvent de la résistance que nous opposons aux

«Mon chemin se fonde sur la quête de l'harmonie, de l'unité de la diversité... Finalement, je n'ai qu'une passion, celle de la vie. Je suis amoureuse de la vie»

événements nous poussant à évoluer. A grandir en conscience.» Un dernier point sur lequel insistera souvent Thalia Perry, précisant œuvrer «à éliminer toute ombre avant le départ final».

VERS LES ÉTOILES

«Je travaille à lutter contre l'absence d'éveil. Nous entrons dans l'existence avec un bagage renfermant des dispositions de base et notre libre arbitre. Naissance et mort n'existent pas. La vie seulement se transforme.» Une approche donnant la tonalité au quotidien de la professeure et thérapeute qui, questionnée sur sa définition du bonheur, prendra le temps de la réflexion avant de répondre: «Je parlerais plutôt de béatitude. D'une forme de retrouvailles avec l'unité qu'on n'a jamais quittée. Une aptitude innée qu'on a oubliée.» Heureuse, Thalia Perry l'est aussi quand elle pratique la plongée sous-marine. «J'aime cet état méditatif, cette union avec l'eau d'où l'on vient», note la Crétoise, confiant encore sa fascination pour les dauphins – symboles de la culture minoenne – et sa préférence pour la couleur bleu turquoise, «celui de la mer». Son remède quand tout va mal? «Me souvenir que les courants contraires sont juste un examen de vie, mettre en pratique mes connaissances et élargir mon point de vue», indique cette optimiste «dans le cœur» qui partage depuis 17 ans sa vie avec un homme habitant... aux Pays-Bas. «On se voit régulièrement – hors crise de la pandémie, il va de soi. Chacun gardant son indépendance, la relation est idéale et peut fleurir sans étouffements mutuels. Oser être différente, c'est ma nature», souligne cette native du Sagittaire qui bande son arc vers les étoiles... ■

thaliaperry.ch


DE BIAIS

Daniel Süri

MERCI DE PISSER DANS LE NUDGE

Connaissez-vous le nudge? Ça vous dit vaguement quelque chose? Ah, non! c'est pas des beignets de viande de poulet! Ça, c'est des nuggets, dont Wikipédia nous dit aimablement qu'ils «contiennent en général une importante proportion de peau de poulet et de cartilages qui permettent une meilleure cohésion de la préparation et un coût inférieur». Bon appétit quand même! Non, le nudge n'a rien à voir avec un nugget (bien que, par certains as-

pects...), c'est plutôt une incitation douce, un «coup de pouce» à la décision pour que celle-ci soit vertueuse. Vu comme ça, ça a l'air compliqué, surtout lorsque l'on ajoute qu'il a fallu au moins deux prix Nobel d'économie pour mettre au point le coup de pouce. Enfin... prix Nobel, faut pas pousser non plus. On ne le répètera jamais assez: il n'y a pas de prix Nobel d'économie. Juste un prix de la Banque de Suède, qui essaie de se faire passer pour un Nobel. Evidemment, dire que l'on est «prix de la Banque de Suède», ça fait plutôt prix d'encouragement pour un débutant dans le polar scandinave, alors que «prix Nobel», hein, ça vous pose son homme. Oui, son homme, parce que, pour les femmes, c'est un peu la portion congrue. Même à la Banque de Suède. Redescendons des hauteurs himalayennes de la nobélisation et rentrons dans les W.-C. de l'aéroport d'Amsterdam-Schiphol, pour observer plus spécifiquement leurs urinoirs, décorés tout près de l'écoulement d'une mouche. Messieurs les urinaires sont ainsi amenés, par jeu, à viser la mouche lors de la miction et donc, comme on dit chez les vul-

gaires, à pisser dans le trou. D'où une hygiène améliorée et un comportement vertueux. Sauf quand l'utilisateur tourne la tête pour vérifier que les autres font bien la même chose et qu'il n'est pas le seul idiot à chercher à noyer cette mouche agaçante. Des fois qu'il y aurait une caméra cachée... Voilà donc exposé et arrosé le principe du nudge: on vous amène à faire quelque chose de bien sans que vous en ayez clairement conscience. Autre exemple: vous recevez votre facture d'électricité, qui comporte par défaut le choix d'un mélange écolo d'électricité, avec davantage de renouvelables. Plus cher évidemment. Mais pour revenir à un choix moins coûteux, vous devez modifier l'option proposée. On se rapproche dangereusement de la manipulation, non? Plus limite encore, si votre consommation est inférieure à celle de vos voisins, votre relevé le mentionne et vous décerne une émoticône, avec la mention «Bravo!» Dans le même ordre d'idées, le Gouvernement britannique avait envoyé un avertissement à ceux qui traînaient pour régler leurs impôts en leur signalant que leurs voisins, eux,

avaient payé à temps. Conformisme social? Certainement, mais puisque c'est pour la bonne cause... Deux pseudo-prix Nobel ne furent pas de trop pour amener l'Université de Rutgers (Etats-Unis) à penser mettre un nudge sur ses imprimantes, de telle manière qu'elles fonctionnent par défaut en recto verso, économisant ainsi du papier... Le management s'était bien évidemment emparé du nudge. Ce qui intéressait particulièrement Carine Cordonnier-Cavin, dite Triple C, la responsable des ressources humaines de la Manip (Mission d'action novatrice de l'industrie privée). Le coup de la comparaison avec les voisins, par exemple. Instructif, non? Couplé avec un peu d'intelligence artificielle (très artificielle, l'intelligence en question, du reste), ça devrait le faire, non? Imaginons un système installé sur chaque poste de travail informatisé vérifiant le nombre de courriels reçus par chaque employé. Puis évaluant la difficulté de la réponse – il doit bien y avoir des algorithmes conçus pour – et la rapidité de réaction de l'employé. On fait ensuite une petite comparaison avec les autres collègues de travail et hop, si le can-

didat arrive en tête, le système envoie automatiquement un message de félicitations personnalisées du genre: «Bravo, Jean-Pierre, vous avez travaillé efficacement aujourd'hui, vos collègues n'ont pas fait mieux.» Accompagné d'une émoticône de félicitations. Et pour les autres: «Pas en forme? Un peu de fatigue? Votre efficacité est moindre que celle de vos collègues aujourd'hui. Vous vous rattraperez sûrement demain.» Accompagné d'une émoticône dubitative. Génial, non? Vous me direz qu'en principe, le nudge doit être subtil. Ben, ni Triple C ni la Manip ne l'étaient. Du coup, même à la Manip, l'astuce parut grossière. D'autant plus que l'algorithme y mit du sien, distribuant encouragements et reproches un peu à tort et à travers. De Triple C, Carine Cordonnier-Cavin passa à «Miss Urinoir», surnom nettement plus malodorant. Une pétition fut lancée, réclamant qu'en fin d'année, le nombre d'émoticônes félicitant les premiers de cordée soit transformé en kilos de Chupa Chups offerts à Triple C. Tant qu'à passer pour des mômes en mal de récompense, autant se marrer, non? ■

LA CRISE TOUCHE ÉGALEMENT LES MÉDIAS

La chute des recettes publicitaires en lien avec le Covid-19 met les médias suisses à rude épreuve. Pourtant, maintenir une information de qualité est plus que jamais nécessaire

Propos recueillis par Manon Todesco

La crise sanitaire actuelle a affecté de nombreux secteurs d'activité, et notamment celui des médias. En cause, la chute des recettes publicitaires, devenue une vraie menace pour les titres. Curieux, quand on voit que la population a rarement autant consommé d'information que maintenant, et ce sur tous les supports. En effet, cette situation inédite aura montré que le besoin d'être bien informé et d'avoir des médias divers et critiques est vital. Malgré tout, *Le Régional* a été le premier à en faire les frais. Déjà en difficulté, l'hebdomadaire basé à Vevey a dû cesser son activité début mai, laissant une vingtaine de professionnels des médias sur le carreau. Stéphanie Vonarburg, responsable du secteur médias et vice-présidente de Syndicom nous éclaire sur la situation actuelle.

QUESTIONS RÉPONSES

En quoi la pandémie de coronavirus a-t-elle empiré la situation des médias?
Les revenus issus de la publicité ont fortement baissé, cela se voit à l'épaisseur des journaux, ou même à la télévision, où les pubs se font de plus en plus rares depuis février. Cette tendance n'est pas nouvelle, mais la crise actuelle a accéléré les choses. Pour 2020, les recettes publicitaires ont baissé de plus de 50%. Pour beaucoup de médias, notamment dans le *print*, la publicité est un pilier pour leur fi-

nancement: ils se retrouvent donc fragilisés. Le paradoxe, c'est que, depuis le début de cette crise sanitaire, la demande d'information journalistique de qualité a explosé, mais cela n'a pas généré beaucoup de revenus supplémentaires.

Une aide d'urgence a-t-elle été formulée par les syndicats de la branche?

Oui, celle-ci se décline en trois axes. D'abord, à travers l'aide indirecte à la presse, c'est-à-dire que nous demandons que les tarifs postaux soient diminués, voire intégralement pris en charge par la Confédération, tout comme les frais d'abonnement à l'ATS pour les autres médias. Enfin, nous réclamons une aide financière ponctuelle de 30 millions de francs pour les radios et les télévisions locales. Pour Syndicom, il est important que ces subventions aillent aux médias qui se conforment au Conseil suisse de la presse, qui imposent des conditions de travail décentes et qui respectent un vrai partenariat social et signent une convention collective de travail (CCT). Les Chambres fédérales ont avalisé cette aide d'urgence il y a deux semaines de manière très unie. C'est maintenant au Conseil fédéral, qui s'y opposait, de reprendre le flambeau.

D'autres mesures fédérales devraient-elles être prises?

En dehors du contexte actuel, un paquet de mesures visant les médias devait être présenté en juin. Nous avons demandé que la procédure soit accélérée, ce qui a été fait, même s'il n'entrera pas en vigueur avant 2021. Le paquet avalisé le 29 avril propose que

l'aide indirecte à la presse passe de 30 millions de francs à 50 millions, ce qui est une très bonne chose. Cela dit, l'élargissement de cette aide aux grands titres nationaux qui dépassent les 40 000 exemplaires n'est pas une bonne nouvelle. Il y a un risque de concentration accélérée de la presse au détriment des petits et moyens acteurs. Par ailleurs, une nouvelle aide pour les médias en ligne a été proposée, à hauteur de 30 millions de francs par an. C'est un bon début, mais nous demandons qu'on revienne au montant annoncé préalablement, soit 50 millions de francs, afin qu'il y ait un équilibre entre le soutien à la presse écrite et aux médias sur le web. Enfin,

on peut souligner une hausse du soutien à l'ATS ainsi qu'aux institutions de formation et de formation continue mais aussi au Conseil suisse de la presse. Néanmoins, concernant la presse associative, dont fait partie *L'Événement syndical* par exemple, aucun changement n'a été prévu. Pour nous, ces titres contribuent aussi à la diversité de la presse de notre pays, et nous demandons que l'aide qui leur est accordée passe de 20 à 30 millions de francs. Le projet a été transmis en Commission parlementaire, nous espérons maintenant que les Chambres seront aussi convaincues et unies que pour l'aide d'urgence.

Quel avenir peut-on envisager pour les médias suisses?

Ils n'auront un avenir que s'ils parviennent à trouver leur public tout en pouvant fournir un journalisme de qualité sur des bases reconnues et dans le respect des conditions-cadres pour les employés. Rappelons tout de même qu'en Suisse alémanique et dans le Tessin, il n'y a plus de CCT depuis quinze ans et les négociations sont rudes. Plus généralement, ce temps de crise aura prouvé que les médias sont un vrai service au public, devenus vitaux pour la population. Les gens ont besoin de savoir ce qu'il se passe et d'être bien informés. ■



THIERRY PORCHET

«Depuis le début de cette crise sanitaire, la demande d'information journalistique de qualité a explosé, mais cela n'a pas généré beaucoup de revenus supplémentaires», note Stéphanie Vonarburg, responsable du secteur médias et vice-présidente de Syndicom.

Coronavirus: les cantons aussi doivent prendre leurs responsabilités

Les cantons doivent maintenant peser de tout leur poids pour limiter autant que possible les dégâts de la crise économique majeure qui se dessine. Et le temps presse. Le point de vue de l'Union syndicale suisse

Reto Wyss
Secrétaire central de l'USS

Dès le 20 mars, la Confédération a commencé à mettre en place des plans de sauvetage importants avec des mesures visant à atténuer les effets de la crise du coronavirus sur l'économie. D'abord largement insuffisantes, ces dernières ont été continuellement étendues et les moyens mis à disposition ont augmenté en conséquence. Pourtant, force est de constater que les milliards d'aide décidés par le Conseil fédéral ne suffisent pas. C'est surtout le cas dans les branches et les secteurs de la société qui font face à des pertes importantes et qui n'ont tout simplement rien reçu jusqu'ici. Mais c'est aussi le lot de tous les salariés ayant des bas ou moyens revenus qui, au chômage partiel, doivent se débrouiller avec 20% de rémunération en moins. Aujourd'hui, nombreux sont ceux, dont les syndicats, qui demandent à la Confédération de continuer d'améliorer la réponse et de combler au plus vite les lacunes du «parapluie de protection» déployé. Le temps presse. Mais les cantons doivent aussi prendre leurs responsabilités. En effet, en temps normal et dans notre pays fédéraliste, ce sont eux qui pourvoient pour plus de 40% aux dépenses publiques, soit bien plus que le gouvernement. Jusqu'ici, beaucoup d'entre eux ont toutefois

fait la sourde oreille et renvoient la balle à la Confédération: celle-ci devrait prendre en charge la totalité des pertes de revenus puisque c'est elle qui a édicté les ordonnances d'urgence à leur origine.

LE FÉDÉRALISME N'EXISTE PAS QUE PAR BEAU TEMPS

Tout d'abord, nous pouvons nous estimer chanceux que la Confédération ait assez rapidement agi pour adopter des règles et des mesures uniformes à l'échelle du pays. Surtout si l'on se rappelle la confusion du début avec des mesures et des dispositions cantonales prises en ordre très dispersé et l'impact négatif inhérent. Mais il est tout aussi clair que les cantons gardent leurs responsabilités en ce qui concerne leurs missions essentielles, et ce d'autant plus en période de crise: la formation, la santé, les soins et l'assistance. Ils en ont non seulement la responsabilité mais aussi les moyens nécessaires et la possibilité de mettre en place des mesures de soutien. Comme l'Union syndicale suisse le démontrait déjà dans sa dernière analyse des finances cantonales, les 26 cantons disposaient, ensemble, d'une fortune nette cumulée de 35 milliards de francs. Avec l'évolution favorable de l'économie, cette fortune a continué d'augmenter au cours de l'année passée, selon un premier aperçu: la totalité (!) des comptes d'Etat cantonaux ont bouclé sur des résultats meilleurs que prévus au budget,

même souvent avec des écarts énormes. Les excédents de bénéfices cumulés atteignent 3,3 milliards de francs (contre 510 millions de francs prévus aux budgets). Il manque toutefois encore les comptes du Tessin. En 2019, les cantons ont donc pu mettre des fonds supplémentaires de côté qui sont aujourd'hui à disposition pour amortir, par des mesures concrètes, les effets de la pandémie de coronavirus sur l'économie. De nombreux cantons ont déjà commencé à utiliser ces moyens: ainsi Vaud a mis de côté rétroactivement plus de 400 millions de francs dans les comptes 2019 pour les affecter à des mesures de soutien à l'économie. Le canton de Bâle-Ville accorde des crédits transitoires supplémentaires à hauteur de 50 millions de francs et une aide supplémentaire pour les indépendants (+20 millions de francs). Enfin, le canton de Zurich prend en charge 80% des pertes de revenus des crèches et des garderies, pour ne citer que quelques exemples.

RÉDUIRE LES EXCÉDENTS, FAIRE DE NOUVELLES DETTES

La liste des mesures cantonales est longue et très variée (l'USS a compilé une vue d'ensemble régulièrement mise à jour de toutes ces mesures). Mais compte tenu des défis économiques auxquels nous allons faire face – on s'attend en 2020 à la plus grande crise économique depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale –, la plupart de

ces dispositions paraissent déjà presque «cosmétiques». Grâce à leur poids économique, les cantons doivent dès lors contribuer à ce que le «choc de la demande» reste autant que possible contenu, après un «choc de l'offre» dû à la fermeture temporaire de pans entiers de l'économie. Il s'agira d'éviter, autant que faire se peut, les pertes de revenus et d'emplois, sinon les comptes cantonaux s'en ressentiront, eux aussi, d'autant plus. Pour éviter cet effondrement ou le contenir, les cantons ne pourront pas juste se contenter de puiser dans les excédents juteux accumulés ces dernières années. Ils devront au contraire mobiliser davantage de moyens et s'endetter tout simplement, comme le fait la Confédération. Avec les taux d'intérêts négatifs – qui semblent perdurer pour un moment encore –, on peut partir du principe que les cantons gagneraient même à faire des emprunts! De plus, le taux d'endettement en Suisse est très largement en deçà des règles de l'Union européenne en la matière, soit les critères de Maastricht (la dette publique ne doit pas dépasser 60% de la performance économique), qui sont eux-mêmes lettre morte depuis belle lurette. Aux cantons maintenant de prendre leurs responsabilités et d'agir sans tarder. ■

Voir aussi en page 9.

Informations et inscriptions:
www.movendo.ch
Téléphone 021 310 48 70.
info@movendo.ch

LES CAFÉS SE RÉVEILLEN AVEC LA GUEULE DE BOIS

Les clients se font rares, mais les bistrotiers gardent espoir. Ambiance à Lausanne

Aline Andrey

En ce mardi 12 mai, les clients ne se bousculent pas dans les cafés du centre-ville lausannois. Le ciel est gris et les températures frisent celles du mois de mars, lorsque les restaurants ont dû fermer abruptement pour éviter la propagation du coronavirus. D'ailleurs, beaucoup d'établissements ont gardé leurs portes closes malgré l'autorisation de réouverture le 11 mai. Sur le point de terminer son repas, Amaya Rodriguez, cotenancière du café des Artisans, lance, dans la salle à moitié vide: «On a même le temps de manger!» Sans perdre son sourire, elle tempère: «On a quand même dû refuser du monde, car il ne nous reste que six tables. Et si on a élargi nos horaires de restauration, les gens gardent leurs habitudes. Hier, quelques personnes se sont installées sur la terrasse, mais aujourd'hui, il fait plus froid.» «Nous avons eu davantage de clients hier, explique de son côté Heike Prutsch, tenancière du café du Grütli. C'était une bonne surprise! Les habitués étaient contents de revenir, et nous de les voir!»

DES MESURES DRASTIQUES

En ce deuxième jour d'ouverture, c'est un peu la douche froide. A deux pas, au restaurant du Raisin, la terrasse est vide. A l'intérieur, plusieurs tables

sont toutefois occupées. Une cliente d'un âge certain, visiblement heureuse de retrouver son menu quotidien, lance: «Je viens tous les jours, je n'ai pas peur.» Leo, serveur, souligne le travail supplémentaire lié à la désinfection. «On a beaucoup moins de tables, beaucoup moins de gens, mais autant de travail à cause du nettoyage», marmonne-t-il sous son masque. «C'est un peu compliqué pour respirer», confie-t-il, les yeux souriants. A la Chandeleur, le crêpier, Liva de son prénom, note: «J'ai dû faire des pauses dehors, car je ne suis pas encore habitué à travailler avec le masque et les gants. Au-dessus des plaques, ça chauffe!» En 25 ans de métier, il n'a jamais connu une telle baisse de fréquentation. «On a servi douze tables de 11h30 à 14h, chiffre sa collègue, Buppharat Chalotorn. Ce soir, nous avons deux réservations seulement. Mais je pense que les clients vont revenir peu à peu.» Dans cette crêperie, généralement bondée, la moitié des tables a été retirée et des plexiglas posés. Plexiglas aussi au café du Grütli, mais montés sur des cadres en bois. «La menuiserie a travaillé sur mesure, avec du sapin suisse, pour que ça fasse joli. On a mis les bouchées doubles pour pouvoir ouvrir, précise Heike Prutsch. Nous avons aussi commandé des visières, pour faciliter le travail des cuisiniers.» Dans tous les restaurants visités, les mesures d'hygiène sont appliquées de



Au café du Grütli à Lausanne, on a installé des plexiglas montés sur des cadres en bois. Des séparations créées sur mesure avec du sapin suisse, «pour que ça fasse joli».

manière stricte: gel hydroalcoolique à l'entrée, cartes de menu plastifiées pour pouvoir les désinfecter, nettoyages incessants de toutes les surfaces, espace entre les tables, masques... et journaux interdits (au grand dam de la presse).

CHÔMAGE PARTIEL NÉCESSAIRE

Les horaires ont parfois été allégés, et les réductions de l'horaire de travail (RHT) restent en vigueur pour les employés. Les deux cogérants de la brasserie du Château attendent jeudi pour rouvrir une partie de leur bar. «Nous avons ouvert il y a trois semaines pour la livraison de pizzas et la vente à l'emporter. Mais notre chiffre d'affaires est divisé par dix. Beaucoup de gens ne sortent plus», explique Jérôme Oberon. Bautista Dahl Rocha souligne: «Pour nous, une réouverture avec au-

tant de contraintes, c'est la pire des solutions.» Pour s'en sortir, les deux compères travaillent avec un minimum d'employés. Au café des Artisans, Amaya Rodriguez, cogérante avec son frère Ignacio, indique: «Sans le maintien des RHT pour nos employés, on ne va pas tenir. Et nous ne sommes pas les seuls. On ouvre, mais c'est surtout pour le côté social: revoir les gens, permettre à nos habitués de venir boire un café le matin. Financièrement, je ne sais pas quel sera mon propre salaire. Surtout s'il ne fait pas beau.» La terrasse fait figure de bouée de sauvetage pour

ce petit établissement au loyer élevé. «On espère que Lausanne va nous épauler pour assouplir les règles spécialement strictes de sa police du commerce», ajoute Amaya Rodriguez. Son frère se veut positif: «Les gens sont généreux. Ils nous laissent de bons pourboires, commandent des boissons plutôt que des carafes d'eau.» Beaucoup de restaurants parient sur le retour des clients début juin, si tout va bien. Liva, le crêpier, estime: «Beaucoup de gens attendent de voir si, durant ces deux prochaines semaines, le nombre de cas diminue ou pas.» ■

POING LEVÉ

UN VIRUS DE CLASSE?

Par Sylviane Herranz

L'exploitation et la précarité augmentent le risque de contracter le Covid-19. Singapour, pourtant élève modèle de la lutte contre l'épidémie, fait face depuis avril à une seconde vague de contaminations. Le nombre de nouvelles infections a explosé dans les dortoirs géants de migrants, vastes structures installées dans des zones industrielles qui, comme le mentionnait récemment *Le Temps*, peuvent accueillir jusqu'à 10 000 ouvriers. Des immigrés venus d'Inde, du Bangladesh, d'Indonésie pour travailler sur les chantiers ou dans l'industrie navale. Dans ces logements de la démesure, les ouvriers s'entassent à 12 ou même à 20 par chambre. L'état sanitaire y est pitoyable, avec par exemple une seule douche et cinq toilettes pour 100 personnes. En avril, 2275 cas de coronavirus ont été recensés dans un seul de ces dortoirs. Les conditions sanitaires, comme de travail - vu que les ouvriers craignent d'être licenciés en cas d'absence maladie - ont permis à l'épidémie de se répandre comme une trainée de poudre. Une vingtaine de ces dortoirs ont été placés en isolement complet.

L'Europe n'est pas en reste. En Allemagne, des travailleurs migrants, roumains pour une grande part, ont été infectés récemment, laissant craindre une deuxième vague redoutée après le redémarrage des activités le 20 avril. Un Land a d'ailleurs décidé de revenir au confinement strict. C'est dans plusieurs abattoirs du pays que l'épidémie a repris de l'ampleur, affectant une main-d'œuvre exploitable et corvéable à merci, payée quelque 6 euros l'heure. A Coesfeld, dans le nord du pays, 230 employés sur 1200 ont été contaminés. Dans un autre abattoir, on parle de 200 travailleurs touchés. A Birkenfeld, 300 sur 700 ont contracté le virus, dont deux tiers de Roumains. Des ouvriers pour la plupart recrutés par des entreprises temporaires de l'est et du sud de l'Europe, logés dans de vieux immeubles loués par les employeurs à proximité des abattoirs, ou même dans des anciennes casernes. Là encore, promiscuité et sanitaires déplorables font le lit de la contamination.

Une étude anglaise le démontre: les salariés les moins qualifiés, surtout les hommes, ont le plus de risques de mourir du Covid-19. Sur la base des décès des 20 à 64 ans au Royaume-Uni, le bureau britannique des statistiques (ONS) révèle un taux de mortalité de 21,4 pour 100 000 hommes dans les métiers tels qu'agents d'entretien et ouvriers du bâtiment. Pour les agents de sécurité, c'est encore plus: 45,7. Les autres professions à risque sont les chauffeurs de taxi et de bus, les cuisiniers, les vendeurs, ainsi que le secteur social où les femmes sont aussi concernées. L'étude ne prend pas en compte les facteurs ethniques. Or, selon une autre enquête de l'ONS, les risques de mourir du virus sont deux fois plus importants dans les quartiers défavorisés. En Suisse aussi, et nous y reviendrons, les plus précaires, notamment les sans-papiers, sont beaucoup plus touchés par la maladie. Le virus n'a pas de patrie, mais il ne frappe pas indistinctement. Il s'attaque aux exploités des temps modernes, grâce à la vulnérabilité générée par l'avidité du capital. ■

Des fleurs et des cœurs en guise de merci

Dans le canton de Neuchâtel, des syndicalistes d'Unia ont invité les clients des magasins à remettre au personnel de vente un badge en guise de remerciements. Un merci a aussi été adressé aux employés des homes

Sonya Mermoud

Du 11 au 20 mai, des badges ornés d'une fleur ont été offerts à des vendeuses et des vendeurs dans le canton de Neuchâtel. Ceux-ci leur ont été remis par des clients qui pouvaient gratuitement, à l'entrée des magasins, prendre un de ces insignes dans ce but. Une distribution organisée par Unia, dans le respect des règles sécuritaires en vigueur, entre gel désinfectant et dépôt du badge dans un carton, avant que celui-là ne soit donné au personnel de vente à l'œuvre. «L'idée est de remercier ces employés toujours au front pour nous servir, précise Céline Dupraz, secrétaire syndicale du commerce de détail. Les consommateurs ont ainsi pu exprimer leur gratitude et leur solidarité à l'égard de cette catégorie de salariés qui reste peu reconnue d'un point de vue des rémunérations. Présents en toutes circonstances et soumis à des conditions de travail laborieuses, ces employés de la branche sont pourtant indispensables. Ils méritent une prime. Revaloriser la profession, aussi au niveau du salaire, est nécessaire», souligne Céline Dupraz, précisant que la démarche d'Unia, qui a commandé 10 000 badges, pourrait être étendue à d'autres métiers. Les syndica-

listes d'Unia se sont rendus dans les six centres commerciaux du canton et aussi auprès de petites surfaces. Neuchâtel compte au total quelque 7000 vendeurs.

MERCI AUSSI AU PERSONNEL DES EMS

A l'occasion de la Journée internationale des soins, le 12 mai dernier, Unia a par ailleurs déposé devant chaque EMS du canton une pancarte imprimée du mot «merci», entouré d'un cœur bleu. «Nous tenions à montrer notre soutien par une action symbolique sur le terrain en complément des acclamations aux balcons», précise Alexandre Porret, secrétaire syndical de la branche soins et accompagnement. Et Unia d'estimer que Neuchâtel doit se consacrer prioritairement à ce dossier avec un financement solide permettant de bonnes conditions de travail sans dégrader la qualité des prestations. Dans ce contexte, le syndicat a aussi souhaité, via son action, adresser un message aux autorités. «Aujourd'hui, il faut avoir l'humilité de simplement dire merci. Et demain, à l'heure des comptes, il faudra que les élus s'en souviennent. Unia sera au rendez-vous, avec ses partenaires, pour exiger un financement cantonal conséquent de la branche», ajoute David Taillard, responsable du secteur tertiaire. ■



Un petit geste pour valoriser le travail du personnel de vente.

POUR UNE TRANSFORMATION ÉCOLOGIQUE ET SOCIALE

Rappeler l'urgence climatique et l'importance de la solidarité ont été les leitmotivs de la journée de mobilisation du 15 mai partout en Suisse

Aline Andrey

«Un changement écologique et social doit être démarré maintenant!» C'est en substance le message lancé par les jeunes de la Grève du climat (GdC) lors de la journée d'actions nationale du 15 mai. Cette date devait marquer une mobilisation unique entre le mouvement étudiant, les syndicats et les associations sous l'appellation «Grève pour l'avenir». Faute à la pandémie, la convergence des luttes a été freinée drastiquement. La grève générale prévue n'est cependant pas annulée, mais reportée. Reste que, tout au long de la journée, la sensibilisation a eu lieu de manière virtuelle sur le site climatestrike.ch et au travers d'une webradio. Une mine d'informations et d'interventions de qualité ont été diffusées, de l'agriculture à l'enseignement en passant par les migrations climatiques. Unia s'est associé au mouvement par des messages en ligne en rappelant «le besoin d'une reconversion écosociale de la société et de l'économie». L'Union syndicale suisse a souligné la veille dans un communiqué: «La surexploitation conduit au déséquilibre des écosystèmes et c'est là que la crise climatique et les pandémies trouvent leur origine. Les catastrophes vont continuer de se multiplier si nous ne renversons pas la vapeur maintenant.»

ALARME CLIMATIQUE

Le 15 mai, à midi moins une, partout en Suisse, la population était invitée à faire du bruit afin de rappeler que la crise climatique n'attend pas. Les actions symboliques dans les rues ont prouvé une fois de plus la créativité d'une jeunesse qui refuse un «retour à l'anormal». «Les

politiques de relance basées sur les énergies fossiles, la surconsommation et la croissance économique veulent résoudre la crise économique en aggravant la crise climatique. Ces idées mettent en exergue les faillites du système actuel et anéantissent tout espoir de maintenir le réchauffement en dessous de 1,5 degré et, par là, de préserver un environnement permettant une vie humaine, animale et végétale saine. Il ne faut pas relancer un système destructeur mais bel et bien penser le monde d'après, solidaire et durable», écrit la GdC Fribourg. «La crise du coronavirus montre qu'il est possible d'introduire et de mettre en œuvre des mesures efficaces en temps de crise. La Grève du climat exige la même chose pour la crise climatique mondiale», souligne la GdC Suisse. Comme l'explique la GdC Jura, dans son communiqué, il incombe aux principaux responsables, dont les grandes entreprises et le secteur financier, d'assumer les coûts de cette transition. Et d'ajouter: «Des plans de réorientation et des perspectives professionnelles dignes doivent impérativement être proposées aux personnes travaillant dans les secteurs affectés par la transition écologique.» De nombreuses pistes se retrouvent dans les différents manifestes de la GdC aux niveaux national et cantonal* pour mettre en place la grande transformation sociétale nécessaire, entre autres la sortie des énergies fossiles dans le respect de la justice climatique. Les transitions écologique et sociale étant liées, la convergence des luttes ne fait que commencer... ■

*climatestrike.ch



OLIVIER VOGEL/SANG

Réappropriation verte de l'espace public. Des centaines d'activistes ont pris part à une *Critical Mass* dans la capitale vaudoise.

Unia exige des garanties pour les employés et le climat à l'aéroport

A Cointrin, les travailleurs subissent de plein fouet les conséquences de la crise sanitaire. Ils demandent que les aides de l'Etat profitent aux employés et à l'environnement

Manon Todesco

Covid-19 oblige, les organisateurs genevois de la Grève du climat n'ont pas pu l'honorer comme ils le souhaitent. Cela dit, Unia a tenu à organiser une action devant Genève Aéroport en donnant la parole à des travailleurs, durement touchés par cette crise sanitaire. Maria, employée dans une entreprise de restauration depuis 17 ans, raconte: «Nous avons demandé de passer en réduction d'horaire de travail (RHT) en mars, et cela a été accepté. Mais quelques jours plus tard seulement, j'ai reçu une lettre de licenciement, sans en avoir été avertie au préalable. A quoi bon nous mettre au chômage partiel si c'est

pour nous virer quand même? Je suis très en colère et choquée par cette manière de faire!» Cristina travaille dans la même branche, mais pour une autre société. «Ils nous ont aussi dit qu'on passerait en RHT afin de préserver l'emploi, mais nous avons été mis à la porte peu de temps après. Pour moi, c'est parfaitement illégal, et je pense que ce n'est que le début.» Pour Camila Aros, secrétaire syndicale, il s'agit clairement de licenciements abusifs. «Demander à ses employés leur consentement pour baisser leurs salaires de 20% dans le but de préserver leur emploi, et donc bénéficier des aides de l'Etat pour ensuite licencier, est un abus de droit. Tous ces cas seront amenés devant le tribunal par Unia.» Dans le nettoyage, la charge de travail étant réduite, les employés sont



THIERRY PORCHET

au chômage technique partiel, c'est-à-dire que les heures en moins sont payées à 80%. «Pour ces salaires déjà bas, la perte de revenu est difficile à gérer, souligne la syndicaliste. C'est pourquoi nous demandons la prise en charge à 100% du salaire par l'employeur.»

PÉTITION DU PERSONNEL

Dans ce contexte, une pétition signée par 677 employés du site aéroportuaire a été déposée auprès de la direction ce 15 mai. Celle-ci demande la mise en place d'un fonds de soutien pour les travailleurs précaires victimes de cette crise et l'interdiction de licenciement pour les entreprises ayant touché de l'aide de l'Etat. «Ce fonds doit notamment servir à limiter la perte de revenu des personnes en RHT, indique Roberto, qui travaille à l'assistance au sol. Avec 20% en moins, beaucoup ne s'en sortent plus.» Cet employé se dit inquiet: «Les déclarations du directeur de Genève Aéroport, André Schneider, qui laissent présager d'importantes économies faites sur le dos des travailleurs, ne sont pas du tout rassurantes.» Des déclarations d'autant plus choquantes, selon Unia, que le Parlement fédéral a décidé d'accorder un paquet d'aide financière lourd de presque 2 milliards de francs.

REVENDICATIONS ÉCOLOGISTES

Paola, une militante de la Grève du climat, étaient aussi présente lors de cette action: «Le but du travail doit être le bien commun et il est urgent de faire converger les luttes syndicales, sociales et écologistes si nous voulons un changement global.» Lisa Mazzone, conseillère aux Etats Verts, a rappelé dans un message de soutien que l'aviation représente en Suisse 20% de notre impact sur le climat. «Deux milliards de francs viennent d'être votés pour Swiss, Edelweiss et les entreprises au sol. Malgré nos nombreuses propositions, cet argent est débloqué sans contre-parties climatiques et sociales crédibles. Une occasion historique manquée pour réorienter ce secteur, que d'autres pays ont pourtant saisi.» ■



THIERRY PORCHET

Dans le cadre de la Grève du climat qui aurait dû se traduire par une manifestation nationale réunissant militants écologistes et syndicats, Unia a organisé une action devant Genève Aéroport, dénonçant la situation de travailleurs du site durement touchés par la crise sanitaire.

PROTÉGER NOTRE AVENIR

De son côté, le mouvement Extinction Rebellion (XR) n'a pas organisé d'interventions spéciales ce 15 mai, mais plusieurs de ses activistes ont pris part à des actions de la Grève du climat. Rappelons que des militants d'XR ont, trois jours plus tôt, interpellé les députés du Grand Conseil vaudois, réunis en session à Yverdon, pour leur demander d'introduire, dès aujourd'hui, des dispositions propres à éviter les catastrophes climatiques annoncées par la communauté scientifique. «Vous avez pris des mesures pour protéger les personnes vulnérables. Maintenant prenez-en pour protéger notre avenir à nous, les jeunes», a réclamé Nina, 12 ans, selon le communiqué de XR. «Nous sommes déterminés et nous le serons tant que les politiciens feront la sourde oreille», a ajouté Mathilde, 15 ans. Docteur pour XR (Doctors4XR – une branche du mouvement composée du personnel soignant), le professeur Blaise Genton, infectiologue, a souligné: «Nous, les professionnels de la santé, considérons la crise climatique comme une pandémie: tout le monde sera touché dans sa santé, sa vie... Nous avons peu anticipé le Covid-19, nous avons le devoir de nous préparer à ce qui arrive.» Jil, 80 ans, a pour sa part remercié les autorités pour leur protection dans la crise sanitaire actuelle tout en précisant: «Nous devons aujourd'hui rendre la pareille aux jeunes générations. Ce mois d'avril a été parmi les plus chauds jamais enregistrés.» A noter encore que le 6 mai, d'autres Doctors4XR se sont rendus à l'aéroport de Genève après que le Parlement a décidé, la veille, de valider la décision du Conseil fédéral concernant les prêts au secteur aérien sans condition. Et ces militants d'alerter eux aussi sur les dramatiques conséquences sanitaires du dérèglement climatique. Et d'annoncer d'ores et déjà la reprise des blocages. ■ **SM**

LE RÉCHAUFFEMENT, MENACE POUR LES DROITS HUMAINS

Pour Amnesty International, le respect des droits humains est indubitablement lié à la protection du climat. L'organisation non gouvernementale a marqué cette journée du 15 mai en mettant en avant des jeunes défenseurs du climat via un débat sur les réseaux sociaux qui a réuni trois d'entre eux, dont Marinel Ubald. La vie de cette Philippine a basculé en 2013 lorsque le supertyphon *Haiyan* a frappé son village. Ce cyclone tropical, le plus fort jamais enregistré aux Philippines, a causé la mort de 6000 personnes dans l'archipel. Aujourd'hui âgée de 22 ans, la jeune femme se bat depuis plusieurs années pour les droits environnementaux et la justice climatique. Selon Amnesty, six ans après la catastrophe, Marinel et d'autres habitants de son village et de sa région n'ont toujours pas été relogés, ils n'ont pas accès à l'électricité, à des installations sanitaires et à des moyens de subsistance. «Le changement climatique est maintenant une affaire de droits humains, car les gens voient leurs droits fondamentaux bafoués, comme le droit à l'alimentation, le droit à la vie, le droit à l'éducation...» déclare la militante dans une vidéo à consulter sur le site de l'ONG. Amnesty propose de signer une pétition qui invite le gouvernement philippin à rendre justice aux personnes touchées par des catastrophes climatiques comme le typhon *Haiyan*, ainsi qu'à protéger les militants pour le climat, la terre et les droits environnementaux, comme Marinel. En 2018, 43 défenseurs des droits humains ont été tués dans le pays, dont plusieurs militants des droits fonciers et environnementaux... ■ **JB**

Infos et signature de la pétition sur: libre.amnesty.ch



THIERRY PORCHET



THIERRY PORCHET



OLIVIER VOGEL/SANG



THIERRY PORCHET



OLIVIER VOGEL/SANG

Le 15 mai en bref:

A Neuchâtel, les militants pour le climat ont amené «leur pierre à l'édifice» devant la fontaine de la Justice. Une action similaire a aussi eu lieu à Espacedité à La Chaux-de-Fonds.
A Lausanne, à 11h59, une vingtaine de personnes ont brandi chacune une lettre pour former deux phrases: «Le climat n'attend pas» et «Changeons de système». Des slogans – ceux qui ont accompagné les nombreuses manifestations d'envergure de 2019 – ont été scandés devant un public clairsemé, de nombreux journalistes et encore davantage de policiers. Des permanents d'Unia ont aussi descendu pour sonner l'alarme climatique en tapant sur des casseroles.
A Genève, des militants du collectif du 15 Mai – composé de la GdC, d'associations, de partis et de syndicats – sont intervenus avec le même mode d'action sur le pont de la Machine. D'autres actions étaient prévues tout au long de la journée...
A Fribourg, à l'aube, la GdC a rappelé l'urgence de la crise climatique sur la place de l'Hôtel de Ville et sur la place Python. Une centaine de pancartes et des banderoles ont été accrochées ou posées sur le sol, énumérant les mesures nécessaires pour sauver l'humanité.

Appel à une «grève des loyers»

Parti de Genève, un mouvement réclame l'exonération des loyers, un moratoire sur les expulsions et la réquisition des bâtiments vides

Jérôme Béguin

Si depuis le début de cette crise, de nombreux organismes publics et privés ont annoncé des rétrocessions sur la location des surfaces commerciales, on n'a toutefois pas vu jusqu'ici beaucoup de restaurants pour les locataires d'appartements. On imagine pourtant que bien des travailleurs indépendants ou payés à l'heure, des salariés en réduction d'horaire ou des chômeurs sont gênés aux entournures à l'heure de régler leur loyer.

«Pas de revenu, pas de loyer»: rappelant que le secteur immobilier «a accumulé des milliards sur le dos des locataires ces vingt dernières années», un collectif genevois a publié fin avril un manifeste pour une «grève des loyers» revendiquant une exonération des loyers et des charges, un moratoire du Conseil d'Etat sur les expulsions locatives et de squats, ainsi que la réquisition des hôtels et des bâtiments vides. «Près de 340 000 m² de surfaces commerciales sont actuellement laissées vides à Genève alors que des centaines de personnes vivent dans la rue», justifie le texte sur ce dernier point. Le manifeste invite les personnes qui subissent une diminution de revenu à suspendre le paiement de leur loyer et les autres à «retenir le paiement du loyer de mai par solidarité avec les plus précaires». «La grève des loyers est avant tout un acte de solidarité envers ceux qui n'auront pas les moyens de verser et qui pourraient voir leur bail résilié si ces revendications n'aboutissent pas», souligne le collectif sur son site, greveloyers.ch, sur lequel une foire aux questions (FAQ) détaille la procédure pour envoyer à son bailleur une lettre-type et consigner son loyer, non sans faire l'impasse sur les risques encourus. En Suisse, les locataires s'exposent en effet à une résiliation 30 jours seulement après l'échéance du délai de paiement. Mais la grève collective des loyers a justement pour objectif de créer un rapport de force avec les propriétaires et les autorités. La FAQ est aussi utile dans différents cas de figure qui se présentent aux locataires.

COMMENT FAIRE TOURNER L'INFO?

Si une vingtaine d'organisations ont apporté leur soutien de principe à cette démarche politique, dont Unia Genève, l'appel n'a encore rencontré que peu d'écho. Un groupe s'est formé dans le canton de Vaud et un autre en Suisse alémanique, où le site mietstreik.ch comptabilise, au plan national, les «menaces de recours à la grève des loyers» envoyées aux propriétaires via des formulaires électroniques. La semaine dernière, elles étaient un peu plus de 800. Militante du collectif genevois, Elisabeth* explique cet échec relatif par les circonstances propres à l'épidémie, au confinement et aux mesures de distanciation: «Comment faire circuler l'information? Nous ne communiquons que par les réseaux sociaux et il est difficile de faire sortir des informations militantes en dehors de ces cercles un peu fermés. Nous ne pouvons pas organiser de conférences ni distribuer des tracts et même les affichages sont compliqués. L'idée était que les gens s'organisent dans leur immeuble, mais il n'y a malheureusement plus beaucoup de communication entre voisins.» Elisabeth espère malgré tout que l'initiative fera tache d'huile. «Nous avons réalisé un travail impressionnant, la rédaction de textes et la publication d'un site web, en très peu de temps avec une coordination remarquable. Nous avons maintenant besoin que tout le monde se mette ensemble, de pouvoir nous appuyer sur une organisation solide et la confiance entre voisins.»

Des appels à des grèves de loyers ont aussi été promus dans d'autres pays. En Espagne, le gouvernement a décidé de suspendre les expulsions et de baisser certains loyers, mais ces mesures ont été jugées insuffisantes par plus de 200 organisations qui ont lancé en avril un mouvement de cessation de paiement. A New York, une grève organisée était suivie au début du mois par 15 000 résidents d'une cinquantaine d'immeubles. ■

*Prénom d'emprunt.

CarPostal remporte la mise au concours des lignes de bus du Jura

Si Syndicom se réjouit, le SEV, de son côté, est inquiet pour l'avenir des employés des Chemins de fer du Jura

Jérôme Béguin

CarPostal a raflé la mise. La société du géant jaune a remporté le contrat pour les 39 lignes de bus régionales jurassiennes, elle a mis sur la table, selon le gouvernement cantonal, «le meilleur rapport prix-prestations» des quatre soumissions reçues. Outre CarPostal, Alsa (Espagne), RATP (France) et les Chemins de fer du Jura (CJ) alliés aux Transports publics jurassiens avaient déposé une offre. Le réseau de transports publics jurassiens était déjà exploité en grande partie par CarPostal (et pour quelques lignes par les CJ), mais le ministre David Eray décidait en 2017 de tout remettre à plat, faisant du Jura le premier canton à ouvrir l'ensemble de son réseau à la concurrence. Les chauffeurs jurassiens et leurs deux syndicats, Syndicom pour CarPostal et le SEV pour les CJ, s'étaient depuis lors mobilisés à plusieurs reprises. S'appuyant sur des pétitions, des manifestations et des initiatives parlementaires, ils exigeaient que les entreprises candidates soient signataires de la convention collective et respectent les conditions de travail et d'embauche de la région. Ils craignaient que l'entreprise choi-

sie pratique la sous-enchère et ne s'en tienne qu'au salaire minimum usuel de la branche de 58300 francs par an, soit un montant d'environ 25% inférieur à la rémunération moyenne des chauffeurs dans le Jura. RATP Dev, la filiale internationale de la Régie autonome des transports parisiens, est déjà présente dans notre pays, notamment comme sous-traitante des Transports publics genevois. Ses employés ne bénéficient pas des mêmes conditions que leurs collègues de la régie genevoise, la différence salariale atteint jusqu'à 1500 francs par mois. En outre, la direction de la société française semble peu portée au dialogue social. Finalement, les commanditaires, les Cantons du Jura, de Berne et l'Office fédéral des transports (OFT) ont choisi le transporteur aux bus jaunes.

SOULAGEMENT ET INQUIÉTUDES

«C'est un grand jour pour les conducteurs et les conductrices de CarPostal du Jura. Ils peuvent avec leurs familles enfin pousser un soupir de soulagement après plus de deux ans et demi d'angoisse face à leur devenir», se réjouit Sheila Winkler, secrétaire centrale de Syndicom. Du côté du SEV, on ne saute

pas de joie. «Les CJ conservent quelques lignes de bus dans le Jura bernois mais pas assez pour offrir suffisamment de travail à l'ensemble des conducteurs qu'ils emploient. Ceux qui perdront leur poste ont la garantie de pouvoir être repris par CarPostal. Nous sommes toutefois inquiets pour les lignes du Jura bernois et des collègues assurant ces prestations. Du personnel administratif et de maintenance est aussi concerné. Leur avenir reste flou. Personne ne doit y perdre des plumes. Nous y veillerons. La situation n'est pas évidente», réagit Jean-Pierre Etique, secrétaire syndical du SEV. Une trentaine d'emplois sont menacés selon le syndicat.

DES ÉCONOMIES SUR LE DOS DE QUI?

«Cette mise au concours à l'objectif purement politique aura coûté énormément d'argent, de temps et d'énergie à de nombreux acteurs. Elle aura surtout créé de l'inquiétude chez les employés que l'on a traités comme quantité négligeable, déplore le vice-président du SEV, Christian Fankhauser, qui ne peut s'empêcher de s'interroger: «Sur le dos de qui les commanditaires feront-ils des économies?» Cette libéralisation visait officiellement un double

but: «Améliorer la compétitivité du point de vue du prix et de la qualité». «Ces objectifs sont intégralement atteints», assure le gouvernement dans son communiqué. Dès 2020, les subventions des collectivités publiques diminueront de 20%, soit environ 4 millions de francs par année sur dix ans. La facture pour le canton et les communes du Jura baissera d'un million. Dans le même temps, les prestations de transports augmenteront de 7%. «J'imagine que des économies pourront sans doute être réalisées en faisant la chasse au temps improductif. Mais cela ne devrait toutefois pas suffire. CarPostal avait besoin de remporter la mise au concours et peut se permettre d'essuyer des pertes dans un canton. Nous obtiendrons des réponses dans les années qui viennent», estime Christian Fankhauser. Les perdants du concours ont encore la possibilité de déposer un recours. L'adjudication ne sera officiellement prononcée par l'OFT qu'en août 2021. Une autre bagarre se déroulera à ce moment-là en Valais. Suivant l'exemple jurassien, le Canton a en effet annoncé un appel d'offres pour ses lignes sous concession. ■

XPO Logistics: violation des droits des salariés

Après avoir annoncé le licenciement collectif de sa trentaine d'employés de Satigny, la société refusait toujours, la semaine dernière, toute discussion avec une représentation syndicale. Inacceptable

Sylviane Herranz

Assemblée du personnel peu ordinaire. C'est en vidéoconférence que se sont réunis les salariés de XPO Logistics à Satigny mercredi 13 mai. La société de livraison de marchandises avait annoncé la fin des activités de sa succursale genevoise en raison de la perte de son unique client, et le licenciement de plus de trente travailleurs. Le personnel est au chômage partiel depuis fin mars – seuls deux ou trois livreurs poursuivent une activité réduite. Les employés avaient mandaté Unia pour négocier un plan social, exiger la reconnaissance de la représentation syndicale et un prolongement du délai de consultation jusqu'à fin mai. Lors de leur assemblée de la semaine passée, ils ont réitéré ces exigences. «Les travailleurs sont remon-

tés. La direction a affirmé qu'un plan social n'est pas nécessaire et elle refuse toujours toute représentation syndicale du personnel», explique Umberto Bandiera, secrétaire syndical d'Unia à Genève. Si la société maintient ses positions, les salariés ont prévu de saisir les autorités, ajoute-t-il. «XPO Logistics nous a confirmé le licenciement de tout le personnel, et a allongé de deux jours, du 20 au 22 mai, le délai de la consultation, ce qui est loin d'améliorer les possibilités de discussion. Lors d'une telle consultation, l'employeur doit fournir des informations, ce qui n'a pas été le cas. De plus, la direction refuse toujours toute négociation collective, dans un cadre formel, avec des représentants du personnel dûment mandatés», souligne le syndicaliste, jugeant cette attitude inacceptable: «C'est très grave, cela

viole deux principes fondamentaux établis par l'Organisation internationale du travail: les droits à la représentation syndicale et à la négociation collective, garantis par des conventions ratifiées par la Suisse.»

20 MILLIONS DE DOLLARS RÉCLAMÉS PAR LE CEO...

La semaine passée, plusieurs messages de solidarité sont parvenus aux salariés de XPO Logistics. Outre ceux de leurs collègues des deux sites de Suisse allemande (XPO compte plus de 200 employés dans le pays, estime Unia) et du comité régional d'Unia Genève, des soutiens de la CGT et de la Fédération internationale des ouvriers du transport (ITF) leur ont été adressés. En contact avec les syndicats de XPO à l'échelle mondiale et aux Etats-Unis mêmes, Umberto Bandiera signale en-

core que, jeudi dernier, le 14 mai, devait se réunir l'assemblée des actionnaires de la multinationale américaine, qui emploie quelque 100 000 salariés dans trente pays. «Selon nos informations, le CEO Bradley Jacobs allait y demander un bonus de 20 millions de dollars! s'indigne le syndicaliste. Une proposition qui est révélatrice du vrai visage de ce capitalisme sauvage au moment d'une profonde crise pour les emplois.»

Lundi, au moment du bouclage de ce journal, une rencontre informelle entre XPO Logistics et Unia devait se tenir. Une nouvelle assemblée du personnel était prévue hier, mardi. «Nous verrons si la direction revient à de meilleures intentions, faute de quoi nous continuerons à nous battre avec les travailleurs dans ce conflit collectif», indiquait Umberto Bandiera avant ces échéances. ■

COURRIER

GROUPE À RISQUE, VRAIMENT?

Nos autorités ont qualifié les seniors de groupe à risque devant le Covid-19. Par conséquent, ils ont été priés de se claquemurer chez eux, et d'y rester à se morfondre, plutôt que d'aller au soleil, à la rencontre du printemps, de respirer l'air pur, de voir la vie. Autant dire assignés à résidence.

Bien qu'il ne leur ait pas été formellement interdit de sortir, on a pu lire sur des écriteaux: «Vous avez 65 ans ou plus? Vous devez rester chez vous. Il en va de la santé de tous.» Belle recette de santé en vérité! Or, selon la Constitution fédérale, base de notre état de droit, la liberté de mouvement est garantie: «Tout être humain a droit à la liberté personnelle, notamment à la liberté de mouvement» (article 10 ch. 2 de la CF). Toute restriction de ce droit fondamental doit être fondée sur une base légale: «Les cas de danger sérieux, direct et imminent sont réservés» (article 36 de la CF).

Nous sommes en situation d'exception. Mais que des seniors sortent dans la rue, ou aillent se promener en forêt, en respectant les distances interpersonnelles, entraînerait un danger sérieux, direct et imminent?

Voici que l'on a fait pression sur un groupe de population, qu'il est stigmatisé et que cela a provoqué des réactions d'hostilité de la part de certains, parce que des seniors avaient osé s'aventurer hors de leurs quatre murs. Discriminer et chercher à réduire au silence, ou à rendre invisible un groupe de population, en commençant par les plus fragiles, puis élargir le cercle de groupe en groupe, est une pratique commune à tous les régimes autoritaires. Le vrai risque est là.

Par contre, à un niveau national, les chantiers de construction n'ont pas été considérés comme lieux à haut risque. Dame, il faut bien tenir les délais...

Pendant ce temps, loin de l'attention de la population accaparée par le Covid-19, sans tapage médiatique, ils installent des antennes de 5G partout. Au 28 janvier 2020, on comptait déjà 2329 antennes de 5G en Suisse, toutes prêtes à fonctionner. Malgré le principe de précaution. Malgré le moratoire.

Or, face aux antennes de ce type, c'est toute la population qui court un risque sérieux, direct et imminent. L'exposition à une irradiation massive par les champs magnétiques de basse fréquence de ce type d'antennes, est de nature à causer des dommages irréversibles et gravissimes à l'organisme humain, jusqu'au niveau cellulaire, endommageant l'ADN, et même au niveau atomique! D'autres études sur les effets de ces radiations ont démontré un affaiblissement du système immunitaire, ce qui peut rendre vulnérable à n'importe quel virus.

Soi-disant groupes à risque, protection à géométrie variable, manœuvres clandestines et mise en danger de toute la population à son insu: pouvons-nous encore faire confiance à nos dirigeants? La manipulation de la société civile par des dirigeants de l'ombre, voilà le plus grand risque auquel nous devons faire face. ■ Catherine Turian

SECRÉTARIATS

BIENNE-SEELAND/ SOLEURE

Secrétariat de Bienne
Rue de Morat 33,
2502 Bienne
Tél. 032 329 33 33
Secrétariat de Granges-Longeau
Rue Centrale 3,
2540 Granges
Tél. 032 653 01 11

FRIBOURG

Secrétariat de Fribourg
Route des Arsenaux 15,
1700 Fribourg
Tél. 026 347 31 31
Secrétariat de Bulle
Rue de Vuippens 29,
1630 Bulle
Tél. 026 912 77 14

GENÈVE

Secrétariat
Chemin Surinam 5,
1203 Genève
Tél. 0848 949 120

NEUCHÂTEL

Secrétariat de Neuchâtel
Avenue de la Gare 3,
2000 Neuchâtel
Secrétariat de La Chaux-de-Fonds
Avenue Léopold-Robert 67,
2300 La Chaux-de-Fonds
Secrétariat du Locle
Crêt-Vaillant 19-21,
2400 Le Locle
Secrétariat de Fleurier
Place de la Gare 3, 2114 Fleurier
Pour les secrétariats de Neuchâtel, La Chaux-de-Fonds, Le Locle et Fleurier:
Tél. 0848 203 090
Depuis la France:
Tél. +41 848 203 090

TRANSJURANE

Secrétariat de Delémont
Rue des Moulins 19,
2800 Delémont
Secrétariat de Porrentruy
Rue des Baïches 18,
2900 Porrentruy

Secrétariat de Moutier
Rue Centrale 11, 2740 Moutier
Secrétariat de Tavannes
Rue du Quai 20, 2710 Tavannes
Secrétariat de Saint-Imier
Rue Francillon 10, 2610 St-Imier
Pour les secrétariats de Delémont, Porrentruy, Moutier, Tavannes et Saint-Imier:
Tél. 0848 421 600
Depuis la France:
Tél. +41 848 421 600

VALAIS

Secrétariat de Sion
Rue de la Dent Blanche 9,
1950 Sion
Secrétariat de Sierre
Rue du Temple 3, 3960 Sierre
Secrétariat de Monthey
Avenue de la Gare 15,
1870 Monthey
Secrétariat de Martigny
Avenue de la Gare 56,
1920 Martigny
Pour les secrétariats de Sion, Sierre, Monthey et Martigny:

Tél. 027 602 60 00
Depuis la France:
Tél. +41 27 602 60 00

VAUD

Secrétariat de Lausanne
Place de la Riponne 4,
1002 Lausanne
Secrétariat de Vevey
Avenue Paul-Céréssole 22,
1800 Vevey
Secrétariat d'Aigle
Chemin de la Zima 2, 1860 Aigle
Secrétariat de Nyon
Rue de la Morâche 3, 1260 Nyon
Secrétariat d'Yverdon
Rue Haldimand 23,
1400 Yverdon-les-Bains
Secrétariat du Sentier
Grand-Rue 44, 1347 Le Sentier
Pour les secrétariats de Lausanne, Vevey, Aigle, Nyon, Yverdon et Le Sentier:
Tél. 0848 606 606
Depuis la France:
Tél. +41 848 606 606

AGENDA

VAUD

LAUSANNE

GROUPE DES RETRAITÉS

Annulation des sorties prévues

En raison de la pandémie de coronavirus, le comité du groupe des retraités et retraitées de la section de Lausanne a le regret de vous informer de l'annulation des deux sortie prévues cette année. Le repas de fin d'année est lui maintenu.

En espérant que vous allez tous bien, le comité se réjouit de vous revoir en forme l'année prochaine.

Pour le comité: Luigi Gilardoni, président.

LA CÔTE

GROUPE DES RETRAITÉS

Annulation de la sortie d'été du 19 juin

En raison de la pandémie de coronavirus, le Comité du groupe des retraités de la Côte a le regret de vous annoncer que la sortie d'été à Yvoire prévue le 19 juin est annulée. Nous espérons que vous vous portez toutes et tous bien et sommes en pensée avec vous. Le Comité vous tiendra informés en temps voulu si la sortie et l'assemblée d'automne sont maintenues ou dans l'éventualité d'un changement de programme.

1400 ENTREPRISES GENEVOISES DÉJÀ CONTRÔLÉES

L'OCIRT et l'Inspection paritaire des entreprises ont mis leur force en commun, quarante contrôleurs sont sur le terrain

Jérôme Béguin

La semaine dernière, quelque 1400 entreprises genevoises avaient déjà fait l'objet de contrôles du respect des mesures sanitaires liées au coronavirus. C'est la directrice de l'Office cantonal de l'inspection et des relations du travail (OCIRT), Christina Stoll, qui l'a annoncé au cours d'une conférence de presse. Une quarantaine d'inspecteurs sont déployés sur le terrain pour s'assurer que les plans de protection sont bien appliqués. «Chaque entreprise en activité doit en avoir un», a indiqué Christina Stoll. Depuis le 27 avril et le début du déconfinement, 567 salons de coiffure et de beauté, 54 restaurants et 39 commerces non alimentaires ont été visités par les inspecteurs. Onze coiffeurs, quatre magasins, trois sociétés de logistique et un restaurant ont été forcés de cesser leurs activités, une journée tout au plus, le temps d'une mise en conformité. Une seule fermeture a été prononcée, il s'agit d'un hôtel. Des centaines de contrôles sont prévus chaque semaine.

L'OCIRT ET L'IPE S'UNISSENT

L'OCIRT a donc passé la vitesse supérieure puisque, le 21 avril, le service annonçait environ 400 vérifications. «L'Office a mis en place un véritable dispositif de contrôle et ce qui est intéressant c'est que les contrôles sont désormais menés sur le terrain et pas depuis les bureaux comme au début», se réjouit Alessandro Pelizzari, secrétaire régional d'Unia et président de la Communauté genevoise d'action syndicale (CGAS). En mars et en avril, le Département de l'emploi était très réticent aux interventions sur le terrain, souligne Joël Varone, secrétaire de la

Depuis le 27 avril et le début du déconfinement, 567 salons de coiffure et de beauté, 54 restaurants et 39 commerces non alimentaires ont été contrôlés par les inspecteurs.

CGAS et membre du bureau de l'Inspection paritaire des entreprises (IPE). Depuis un mois, en revanche, les forces de l'OCIRT ont été mises en commun avec celles de l'IPE. «Nous opérons des tournées par binôme et zones géographiques avec des contrôles inopinés. Il n'y a jamais eu autant de visites sur place. Je suis extrêmement satisfait du fonctionnement actuel et de la collaboration institutionnelle entre les inspecteurs professionnels et de milice, des liens très forts se tissent. Je suis également heureux de la qualité des contrôles, mais aussi de l'accueil que l'on reçoit dans les entreprises, tant de la part des salariés que des employeurs», explique Joël Varone, qui est lui-même allé sur le terrain durant deux jours au début du mois. «Dans nombre d'entreprises, la mise en conformité se fait immédiatement, il s'agit la plupart du temps d'espacer des tables, de marquer des distances au sol ou de placer des écriteaux. Dans les commerces et les établissements publics, les masques sont généralisés, souvent pour rassurer la clientèle, mais lorsque l'on passe dans les arrière-boutiques, on constate fréquemment

ce que l'on pourrait qualifier de relâchement, dans les salles de pause, les cantines, les gestes barrière ne sont plus forcément respectés, on s'attable pour boire le café entre collègues. Dans les restaurants, il faut parfois mesurer l'espace, 1,8 mètre au lieu des 2 mètres requis permet de gagner des couverts», raconte le responsable de l'IPE.

UBER EATS PAS CONTRÔLÉ

«A Genève, la réactivité est probablement plus forte que dans d'autres cantons», salue de son côté, Umberto Bandiera. «Reste que les contrôles n'ont pas été déclenchés tout de suite, il y a eu un décalage. Alors que nous étions submergés d'appels de travailleurs, nous n'avons toujours pas compris pourquoi du personnel de l'OCIRT était affecté à suivre le chômage partiel comme s'il n'y avait pas d'autres fonctionnaires de l'Etat disponibles», déplore le secrétaire syndical d'Unia, qui s'est démené toutes ces semaines pour alerter les autorités et l'opinion publique sur l'absence de protection pour les travailleurs de la logistique et de la livraison de repas. «J'ai pu constater que, malgré des requêtes de contrôle détaillées, il n'y

a pas eu des sanctions dans les entreprises soupçonnées. De plus, certains contrôles se sont déroulés à distance, par téléphone et courriel. Les syndicats n'ont, en outre, pas été consultés par les employeurs, d'où l'impossibilité de vérifier les mesures prises. Ainsi dans la logistique, si des scotchs ont été placés dans les dépôts pour marquer les distances, selon les retours des travailleurs, celles-ci peinent à être respectées en raison de la charge de travail. Pour ce qui est de la livraison de repas à domicile, les trois grandes sociétés de la place que sont Just-Eat, Smood et Uber Eats n'ont, à notre connaissance, pas été contrôlées. J'ai écrit à deux reprises au Conseil d'Etat pour dénoncer les violations des conditions de travail et d'hygiène, un millier de travailleurs sont tout de même concernés. Le Canton a décidé, au contraire, de mettre des centaines de milliers de francs à disposition pour faciliter la livraison à domicile», critique Umberto Bandiera. En ce qui concerne la branche du déménagement, le secrétaire syndical «doute fortement» que, là aussi, des contrôles aient été menés dans les entreprises non conventionnées.

LES CHANTIERS, LE POINT NOIR

Suivant les branches, la situation s'affiche donc contrastée. Ainsi, dans l'horlogerie, c'est «a priori en ordre», selon Alejo Patino, secrétaire syndical d'Unia: «Lorsque Rolex a décidé d'interrompre le travail, toutes les grandes entreprises ont suivi. Les deux à trois semaines de fermeture ont permis ensuite de mettre en œuvre les mesures réclamées par le syndicat.» Les chantiers, eux, n'ont pas encore retrouvé leurs inspecteurs. Un seul fonctionnaire de la Suva est disponible pour couvrir le canton et le district de Nyon. «Les chantiers sont un peu le point noir du dispositif actuel, reconnaît Joël Varone. Nous avons convenu de donner d'abord la priorité aux établissements publics et aux commerces dans la foule de leur réouverture, mais nous refferons le point avec la Suva ces jours-ci pour voir où ils en sont. Les tâches à mener dans la construction nécessitent souvent le travail à deux ou en équipe, ce qui pose la question du port du masque, et les cabanes de chantier sont aussi source problème.» ■



THÉRIER PORCHET

Pour un plan de relance bénéficiant à tous

Unia Fribourg demande un plan de relance plus généreux que celui prévu par le gouvernement cantonal et propose la tenue d'Etats généraux. Le point avec Armand Jaquier, secrétaire syndical régional

Sonya Mermoud

«Il faut prévoir des aides qui bénéficient à toute la population. Le plan de relance n'est pas assez généreux et ciblé.» Secrétaire général d'Unia Fribourg, Armand Jaquier réagit à l'annonce du gouvernement cantonal, le 8 mai dernier, d'affecter une enveloppe supplémentaire de 50 millions de francs au soutien du redémarrage de l'économie fribourgeoise, en relation avec la crise du Covid-19. Un montant qui s'ajoute aux 48 millions de francs récemment validés par le Conseil d'Etat afin de financer une série de mesures d'urgence. Ces nouvelles décisions visent à soutenir les entreprises, les indépendants et les médias. Le pilotage politique du plan de relance a été confié à la Délégation des affaires économiques et financières qui s'appuiera sur les travaux d'une *task force* spécifique. Pour le syndicaliste, si le Canton a fait un premier pas, il le juge trop timide, sans préciser quelle somme

serait nécessaire. Dans tous les cas, il estime impératif de «convoquer des Etats généraux» réunissant les représentants des travailleurs, de la société civile et des employeurs afin de définir le contenu et la forme de ce soutien. «Nous devons mener un débat de fond avec tous les acteurs concernés. La présence des syndicats est indispensable», souligne Armand Jaquier déplorant le fait que les autorités ne semblent entendre que les entreprises. Le syndicaliste plaide de son côté pour des mesures concrètes propres à renforcer le pouvoir d'achat de tous les salariés, en particulier de ceux qui sont les plus mal payés alors qu'ils œuvrent en première ligne dans la crise sanitaire. Il mise sur une économie «socialement juste et durable».

REPENSER LES LIEUX DE PRODUCTION

«Une partie de la population voit ses revenus diminuer via la réduction d'horaire de travail (RHT) ou perd son emploi. A certains, il n'est plus donné

de travail et ils se retrouvent sans rémunérations. Ces personnes ont besoin d'avoir l'assurance de pouvoir vivre décemment, maintenant et à l'avenir. La garantie du versement du salaire à 100% lors de RHT pour les personnes touchant jusqu'à 5000 francs net, 13 fois par an, serait déjà une réponse.» A noter qu'au 8 mai, le nombre de RHT traité dans le canton avoisinait les 6700, touchant près de 60 000 travailleurs. 6000 à 7000 dossiers relatifs aux allocations perte de gains étaient en outre à l'étude.

Armand Jaquier estime par ailleurs impératif d'investir dans la formation et la formation continue afin d'aider les personnes qui se retrouvent sans job. «Aujourd'hui, la participation de l'Etat est largement insuffisante. C'est une misère», critique-t-il. Il fustige aussi au passage un «self-service en faveur des fortunés qui n'hésitent pas à demander des baisses d'impôts tous azimuts». «Ce n'est pas acceptable. La collectivité aura besoin de financement pour assumer les difficultés qui

attendent les Fribourgeois. Il ne faut pas baisser la masse fiscale mais procéder à un rééquilibrage de la charge en favorisant les classes moyennes et les personnes les moins bien loties.» Le représentant d'Unia demande par ailleurs le retour d'une production proche du lieu où cette dernière est utilisée (réindustrialisation). «La politique de délocalisation actuelle qui s'appuie sur une production bon marché et sur l'exploitation des salariés de l'autre bout du monde ne permet pas de répondre aux besoins et est catastrophique pour la population. Une production industrielle proche des utilisateurs garantit l'emploi, réduit considérablement la charge sur l'écologie et permet un approvisionnement sûr pour la population. Repenser sa localisation est une évidence», conclut Armand Jaquier, estimant que des choix politiques s'imposent en la matière. ■

Sonya Mermoud

Photos Thierry Porchet

Pousser la porte de l'atelier de Ian Ashdown à Onnens, dans la campagne vaudoise, c'est réveiller des histoires de cape et d'épée, de guerres et de tournois médiévaux, d'honneur et de chevaliers. Un univers familier à ce restaurateur d'armes anciennes et d'objets métalliques, le seul en Suisse à exercer ce métier pointu. «La profession exige inventivité, passion, amour des défis et un brin de folie», affirme cet homme de 70 ans, originaire d'Angleterre, penché sur la réparation d'une armure allemande datant de 1565 et pesant 45 kilos. Une protection appartenant à un collectionneur, portée jadis lors de joutes sportives et de parades. «Pour pouvoir la remettre en état, j'ai pris énormément de photos de modèles similaires au musée historique de Dresde.» Et Ian Ashdown d'expliquer quelques étapes de son travail: réalisation d'ébauches et de chablon, gravures à l'acide et utilisation de l'eau au mercure pour la dorure. Non sans admirer le talent des artisans de l'époque: «Regardez ces lames comme elles s'articulent», apprécie l'artisan montrant les différents éléments mobiles composant l'armure. Et ajoutant, pour souligner encore la finesse et la précision de l'ouvrage: «La Nasa est venue à la Tour de Londres pour étudier les armures de Henri VIII afin de s'en inspirer pour la fabrication des équipements spatiaux.»

MINUTIE ET DÉLICATESSE

Sur un autre établi brille une épée datant de la fin du XVI^e siècle qui, à son origine, appartenait au garde-du-corps d'un duc allemand. «Il en existe seulement six au monde de la sorte. Il manquait le pommeau. Je l'ai refait et l'ai gravé à la main avec de l'acide en y mettant une touche personnelle», indique Ian Ashdown, en présentant un travail d'une grande minutie et délicatesse. Et le septuagénaire de préciser qu'il remet en état toutes sortes d'armes du XII^e au XIX^e siècle dont encore des fusils, des dagues, des arbalètes, etc. «Mais pas d'armes plus anciennes. Après, on entre dans l'archéologie. J'aime les matières encore vivantes. En d'autres termes, les objets qu'on peut encore identifier», sourit Ian Ashdown, séduit par la diversité de sa profession. «On touche à plusieurs métiers, à tous les matériaux – bois, os, métal, corne, écailles de tortue, nacre, cuir et même textiles.» Pour mener à bien sa tâche, l'artisan dispose de centaines d'outils dont de nombreux qu'il a élaborés ou modifiés. Si l'homme se charge de fabriquer des pièces cassées ou manquantes ou de les réparer, il doit aussi parfois défaire des ouvrages antérieurs.

CHUTES ET RESTAURATIONS MALHEUREUSES

«Ici, on a utilisé des rivets qui ne correspondent pas à ceux initiaux. Je dispose des formes standard, mais les têtes ne possèdent pas les bonnes proportions. Je dois les refaire avant de leur donner un aspect de vieux», souligne l'artisan montrant une autre armure sur laquelle il travaille. «En la démontant, j'ai remarqué tous les problèmes et les incohérences.» La plupart des objets arrivant dans son atelier ont été abîmés par des chutes mais surtout par des restaurations malheureuses, courantes au XIX^e siècle. «On ne tenait alors pas compte du modèle original», déplore le manuel qui, pour mener à bien ses travaux, peut s'appuyer sur une bibliothèque renfer-



Depuis 53 ans, Ian Ashdown restaure des armes anciennes.



Ian Ashdown remet en état toute une panoplie d'armes allant du XII^e au XIX^e siècle. A droite, le pommeau d'une épée fabriqué et décoré par l'artisan.



LE CHOIX DES ARMES

Restaurateur d'armes anciennes et d'objets métalliques, Ian Ashdown aime les défis que pose son travail. Incursion dans son atelier

mant quelque 900 livres. «Je dispose aussi de personnes de contact dans de nombreux musées, susceptibles de m'aider.» Parmi les interventions qui lui ont donné le plus de fil à retordre, Ian Ashdown mentionne la remise en état d'une armure vieille de 570 ans qui se trouvait dans un château en Italie et qui ne pouvait en sortir. «J'ai dû recréer des éléments d'un bras sur la base de photos et de mesures que j'ai prises sur place. Ce travail à distance a représenté un vrai challenge en termes d'harmonie de couleurs, de surfaces. Pour le moins stressant. Heureusement, au montage, tout a collé.» L'artisan cite aussi un autre équipement défensif de style Maximilien datant de 1520 avec, dans ce cas-

là encore, un bras cassé en mille morceaux. «J'ai réussi à le reconstruire en recourant à des clichés de musées de Dresde, de Vienne et de New York, et au terme de sept mois de travail. Le job le plus difficile de ma carrière.»

L'HISTOIRE ÉCRITE PAR LES ARMES

Mais comment Ian Ashdown appréhende-t-il le fait de redonner symboliquement vie à des instruments potentiellement mortifères? «Cette situation ne me dérange pas. L'Histoire s'est écrite avec les armes. C'est une bonne raison pour les montrer et expliquer pourquoi il faut renoncer à les utiliser. Pour ma part, je les considère comme des objets d'art.» Des antiqui-

tés propriétés le plus souvent de collectionneurs. «Ma clientèle se compose de 80% de personnes des USA, d'Amérique du Sud, de Taïwan et, pour les 20% restants, surtout de musées suisses. Les particuliers sont généralement des passionnés d'histoire. La spéculation, courante sur le marché des tableaux, ne les intéresse pas», affirme le restaurateur qui, de son côté, ne possède pas d'armes anciennes. «Elles m'appartiennent le temps qu'elles se trouvent dans l'atelier. Ça me suffit», lance le pince-sans-rire qui, à peine a-t-il terminé une restauration, songe déjà à la suivante. «Mon travail me relie au passé, mais j'ai toujours une longueur d'avance. Quand je termine un

objet, je pense déjà au prochain.» Dans cet ordre d'esprit, le spécialiste a déjà anticipé la relève. «Une universitaire au bénéfice d'un master en conservation et restauration a effectué plusieurs stages à l'atelier et s'intéresse à reprendre l'activité. Réjouissant», déclare Ian Ashdown qui, pour sa part, est entré dans la profession par la petite porte.

CERVEAU TECHNIQUE

«J'ai quitté l'école à 16 ans. J'avais un cerveau très technique et je m'intéressais surtout aux travaux manuels où j'avais de bonnes notes», raconte Ian Ashdown. L'adolescent d'alors travaille dans un garage dans la région de Londres où il répare des vélos. Parallèlement, il dessine des châssis de voitures de la marque Lotus. Et les présente au constructeur qui veut l'embaucher. Un déménagement tuera toutefois le projet dans l'œuf. Le manuel postule ensuite à l'atelier d'armes et d'armures de la Tour de Londres, sans avoir pour autant les qualifications requises détaillées dans l'annonce. Il décroche néanmoins un entretien d'embauche. «J'ai été sauvé par la dernière question posée par une des cinq personnes qui m'auditionnaient. Elle m'a demandé ce que je faisais de mes week-ends. J'ai répondu que j'allais voir des courses de voitures anciennes et que je bricolais des vélos. On a vu que j'étais un passionné.» Le métier, l'homme va l'apprendre dans cette structure, essentiellement en observant. Sept ans plus tard, il quitte cet emploi et postule avec succès au musée de la Wallace Collection. «J'y suis resté deux ans. L'ambiance n'était pas terrible. Et on trouvait que je travaillais trop vite...» L'Anglais accepte alors une proposition de l'Institut suisse d'armes anciennes du Château de Grandson, dans le canton de Vaud. «L'idée de m'installer dans ce pays me séduisait. J'y étais déjà venu gamin. J'ai saisi l'occasion et déménagé avec ma famille.» En 1986, Ian Ashdown lance sa propre affaire, continuant, comme il le fait depuis 53 ans, à rendre aux armes anciennes leurs lettres de noblesse. ■



Les réparations d'armures font partie des commandes les plus fréquentes reçues par le passionné.